

# COMMUNISTES

Après les européennes

- **Réflexions de Fabien Roussel**
- **Débat à Paris 18<sup>e</sup>**



L'AIR DU TEMPS

## La ceinture

**L**es Français se serrent la ceinture. On s'en doutait mais c'est encore le constat que permet de faire un sondage IPSOS pour une agence de marketing et publié le week-end dernier. On y apprend que six Français sur dix font leurs achats en comptant à 10 euros près. Et un sur huit calcule même à l'euro près. C'est une priorité pour 67 % des 18/34 ans et pour 76 % des foyers ayant moins de 15000 euros par an. Si tout le monde déclare vouloir privilégier les aliments jugés bons pour la santé, « plus d'un Français sur deux, ajoute l'étude, a déjà renoncé à un produit sain car trop cher. » Le plus pervers, dans cette histoire, c'est qu'au final, ce genre d'étude va servir aux grandes marques et aux principales chaînes de distribution, de plus en plus riches, pour vendre davantage (genre promo bidon and co) à des clients de plus en plus pauvres. ✪

Gérard Streiff

## Vidéo

**Tous ensemble pour les services publics des chemins de fer !**



## ASSEMBLÉE NATIONALE: MACRON LIMITE LE TEMPS DE PAROLE DE L'OPPOSITION.



CM 02/06/2019

## AGENDA MILITANT

**5 juin 19 h :** Nous avons besoin de *l'Humanité!*, l'Atelier du Plateau, 5 rue du Plateau (au fond de l'impasse), Paris 19<sup>e</sup>

**5 juin 19 h :** Rencontre avec Manuela d'Ávila, femme politique brésilienne, 21<sup>er</sup> boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>

**6 juin :** Réunion des secrétaires départementaux

**6 juin 19 h :** La Fabrique #Acte1 / Sommes-nous vraiment en démocratie?, salle Cocteau, Villeneuve-Saint-Georges (94)

**6 juin 19 h :** Compte rendu de mandat d'Elsa Faucillon, députée PCF, mairie de Gennevilliers (92)

**6 juin 19 h :** T'as pas vingt balles pour sauver *l'Humanité?*, au théâtre Café de la Gare, Paris 4<sup>e</sup>

**6-7 juin :** Séminaire international PCF/PCV

**8 juin :** Fête du Cantal ouvrier et paysan à Aurillac (15)

**7-8-9 juin :** Festival de l'humain d'abord, Parc de la Glissoire, avenue de la Glissoire, Avion (62)

**8 et 9 juin :** Fête de l'Humanité Vienne, 48 avenue de la Liberté, Buxerolles (86)

**9 juin 14 h :** Marche des Fiertés en banlieue, place de la République et de la Déportation, Saint-Denis (93)

**11 juin 16 h 30 :** Hommage à Josette et Maurice Audin, cimetière du Père Lachaise, Paris

**11-12 juin :** Niche parlementaire CRCE (Sénat)

**13 juin :** Marche de soutien aux jeunes étrangers. Départ à 14 h du lycée du Castel.

Rassemblement à 16 h devant la préfecture, Dijon (21)

**15 juin :** Fête de l'Humanité, salle Louis-Aragon, Trézézac (49)

**15 juin :** Fête de l'Humanité à Francoulès (46)

**15 juin 10 h 30 :** Nos gares, nos trains on y tient! Rassemblement citoyen, gare de Figeac (46)

**15-16 juin :** Conseil national PCF

**15-16 juin :** Fête d'Ivry-sur-Seine (94)

**17 juin :** Délégation conduite par Fabien Roussel au salon du Bourget (93)

**18 juin :** Audition re-traité/dépendance, avec Olivier Dartigolles, Pierre Dharréville, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19<sup>e</sup>

**22 juin :** Banquet de *l'Humanité* (Cournon-d'Auvergne)

**22 juin :** Fête fédérale à Lanester (56)

**26 juin :** Rencontres avec Hadja Idrissa Bah (féministe guinéenne), Paris

**28 juin 14 h :** Marche des Fiertés LGBTQ+, Montparnasse, Paris

**28-30 juin :** Fête du Travailleur Alpin, Parc de la Poya, avec Fabien Roussel le 30, Fontaine (38).

**29 juin :** Fête de l'Humanité dans le Jura (39)

**29-30 juin :** Fête de Feugarolles (47)

**29-30 juin :** Fête fédérale à Lézan (30)

**29-30 juin :** Fête du Château, avec Fabien Roussel le 29, Nice (06).

**28-29 juin :** Fête du Travailleur catalan, Bocal du Tech, Argelès-sur-Mer (66)

**29 juin 17 h-1 h :** Fête de la Saint-Jean, place des Fêtes, Paris 20<sup>e</sup>

**5 juillet :** Secrétariat du PGE

**7 juillet :** L'humain d'abord, repas champêtre, avec Fabien Roussel, Château de la Princesse, Raismes (59)

**10-14 juillet :** Université d'été du PGE

**13-14 juillet :** Bal des étudiant-e-s communistes, place des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>

**23-24-25 août :** Université d'été du PCF et campus d'été des élu-e-s

**Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site [www.PCF.fr](http://www.PCF.fr)  
<http://www.pcf.fr/actions>**

**Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par mail à [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)**

## Premiers enseignements

**Dans son introduction à la réunion du CEN du 27 mai dernier, Fabien Roussel tirait de toutes premières leçons de l'élection européenne.**

Il y a d'abord le besoin d'inscrire l'analyse de la situation française dans le cadre plus large de l'Union européenne, disait-il, où « la finance, les libéraux remportent une victoire, et les forces de transformation sociale sont en net recul ».

Second point, plus global, sur les rapports de forces électoraux et la situation qu'ils induisent : « L'ambition de Macron de structurer la vie politique autour d'un affrontement avec le RN est, disons-le, un pari dangereux mais réussi pour le Président de la République (qui) inscrit En Marche durablement dans le paysage politique, en aspirant cette fois-ci une grande partie de l'électorat de droite. (...) Nous ne réalisons pas le score que nous espérons » (absence d'élus communistes au Parlement européen, enjeu financier pour le Parti).

« Il faudra évidemment pousser nos analyses sur ce que traduit ce résultat. Plusieurs remarques toutefois :

- Notre score s'inscrit dans un compte global où la gauche demeure très faible. Sans dynamique à gauche, le vote communiste est encore moins une évidence.

- L'abstention, même en recul, reste massive et traduit l'incapacité à ce stade, pour nous et pour l'ensemble de la gauche, à incarner une alternative crédible à Macron, notamment pour le salariat. Elle est notamment plus forte chez les ouvriers (55 %) et les employés (59 %) !

- Le renforcement de notre organisation et des gestes militants demeure un enjeu majeur : 38 % de notre électorat s'est abstenu, alors que de nouveaux électeurs de gauche se sont emparés du vote communiste.

- Le monde du travail, que notre liste incarnait au moins dans sa forme et ses propositions, n'identifie pas le vote communiste comme le levier pour apporter des réponses à sa colère mais aussi à ses aspirations.

- Une fin de campagne qui a cristallisé deux questions : l'affrontement organisé Macron/Le Pen et la question écologique. Dans ce cadre, nous avons certainement échoué à incarner un ou deux enjeux essentiels qui auraient pu conduire à une mobilisation populaire sur le vote pour notre liste.

- La crise climatique et écologique a, pour de nombreux électeurs, conduit à une mobilisation sur le vote EELV, parce que n'est pas encore assez identifiée la nécessité de transformer radicalement la société pour y répondre.

Pour autant, ce mauvais résultat dans les urnes contraste avec des éléments positifs :

- La très belle campagne de nos candidats, de notre tête de liste, Ian Brossat, de nos députés sortants, Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu, de tous nos candidats qui se sont révélés partout des animateurs de la vie du Parti et en particulier des secrétaires fédéraux et de section.

- Une forte mobilisation militante, avec un enthousiasme et une fierté des communistes renforcée.

- Le renforcement du Parti (700 adhésions supplémentaires par rapport à l'année dernière à la même date) et de son organisation, avec le retour de gestes militants importants (porte-à-porte plus nombreux, contacts plus serrés avec les adhérents et les électeurs, etc.).

- Visibilité plus forte du Parti à l'échelle nationale, qui renforce celle

que nous avons maintenue au niveau local, avec nos organisations et nos élus.

- Des liens renforcés avec des acteurs du mouvement social, de la culture et de la création, des intellectuels et des personnalités de gauche, nationalement et localement, qu'ont traduit le Comité de soutien, les nombreux appels à voter « sectoriels », etc.

- L'incarnation, avec Ian notamment, de renouvellements attendus dans la vie politique, qui participe certainement d'un intérêt confirmé des jeunes de 18 à 24 ans (4 %).

- Le Parti est apparu comme une force qui ne cède pas sur des valeurs essentielles à gauche : contre le pouvoir de l'argent, contre les idées xénophobes en ne lâchant rien par exemple sur l'accueil des réfugiés, pour les services publics alors que la bataille idéologique tend à faire prévaloir la concurrence de tous contre tous...

Si le résultat est très décevant, la dynamique de campagne, l'enthousiasme militant, le regard nouveau porté sur le PCF et sur son rôle dans la bataille idéologique et dans les luttes, sont des points d'appui pour reconstruire l'influence du PCF. »

Le rapporteur évoque ensuite un paysage politique bouleversé (installation durable d'En Marche ; un RN qui joue l'alternative ; des écologistes qui entendent participer à la recomposition politique ; des forces politiques à gauche qui n'ont pas encore trouvé le chemin d'un dialogue ; la pérennisation d'une abstention massive de l'électorat populaire).

Enfin le secrétaire national du PCF s'interrogeait : « Quelles perspectives pour le Parti ? Mobiliser, en vue des municipales, sur la double ambition, partout, de battre la droite (LREM et LR) et l'extrême droite, qui n'ont pas le même électorat.

Ouvrir tout de suite des perspectives pour ne pas laisser notre peuple dans ce piège terrible, notamment en travaillant des batailles politiques qui redonnent confiance, qui fassent la démonstration qu'il est possible de gagner face à Macron et à la finance » (pouvoir d'achat, référendum contre la privatisation d'ADP, retraites, défense et extension des services publics (santé, hôpitaux) ; contre la réforme institutionnelle.

La Fête de l'Humanité est le grand rendez-vous de la rentrée où « nous devons porter la perspective d'une reconstruction de la gauche. » ✪



## Assemblée générale de Paris 18<sup>e</sup>

# « La dépolitisation est immense ! »

Une semaine après l'élection européenne, les communistes du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris débriefent à chaud. 35 présents, l'ambiance est studieuse. Dans une courte introduction, Alain Wlos, le secrétaire de la section, pointe une abstention en baisse, même si logiquement elle se concentre dans les quartiers les plus populaires quand on fait le détail par bureau de vote. Un fait marquant : celui d'une défaite idéologique de la gauche. Pour Alain, le bilan de la campagne du PCF est décevante. Pas d'élus et pas de remboursement. Mais il note un état d'esprit positif, la très bonne conduite de notre tête de liste, Ian Brossat, relevée par tous les observateurs. « Nous avons franchi une étape qualitative dans la communication numérique comme dans des tâches militantes plus traditionnelles tel le porte-à-porte. Mais nous n'avons pas été identifiés comme une force capable de porter la transformation qu'attend la population. »

Le débat s'engage sur une interpellation venue de la salle : « C'est quoi la gauche ? » « EELV n'est pas de gauche, car elle ne s'en réclame pas », observe Françoise. « Il y a une confusion qui est entretenue. Si on ne met pas en numéro un la question de la planète, on ne sera pas entendus. Il faut dire que si on ne sort pas du capitalisme, on est foutus ! On est trop timides sur cette question. »

« Il faut réarmer idéologiquement la gauche pour convaincre, trier les bou-

teilles ne suffira pas », interpelle Philippe. Lounis, lui, est plus circonspect. « Il y a la question du climat, du coût de l'énergie, de la transposition de la directive européenne. Sur toutes ces questions, nous avons un programme mais le combat est très difficile. Le vote s'est cristallisé dans la dernière semaine où nous avons été écartés des médias comme par exemple lors de l'émission de France 2. »

Pour Gérard, « c'est un résultat qui doit nous interroger avec beaucoup d'humilité. Nous avons affaire à un résultat plein de contradictions. Si notre score s'est maintenu par rapport aux législatives de 2017, nous avons tous observé dans la campagne l'arrivée de nouveaux électeurs communistes. Ça veut dire qu'on en a perdu d'un autre côté. » Et il pointe la question du « mouvement des gilets jaunes où notre carton rouge à Macron n'a pas eu l'effet escompté ».

« Il y a un effet de mode sur la question écologique, il ne faut pas être naïfs », doute Nina. Pour qui « l'élection européenne est un terrain naturel pour Europe écologie ». « Notre priorité c'est ceux qui ne votent pas », défend-elle. Dominique témoigne d'un « électorat qui ne comprend pas nos divisions à gauche. On est bien accueillis à la Goutte d'or, vus comme proche des gens, anticapitalistes, mais nous manquons de crédibilité ». « La question écologique monte. On a raté quelque chose avec le mouvement des gilets jaunes,



qui témoigne d'une fracture sociale, de classe, comme d'ailleurs le mouvement syndical. Ça dit quelque chose de notre rapport à la société. »

Catherine nuance : « On est partis d'un rejet des partis politiques aux manifestations de gilets jaunes à un début d'acceptation. Le vote d'extrême droite est devenu le vote crédible anti-Macron. Il faut aller plus dans les quartiers. » Et non pas, comme le dit Dominique, « seulement pendant les élections ».

Catherine est perplexe : « On a vu des gens qui se sont décidés au dernier moment, alors qu'on les avait convaincus en porte-en-porte mais qui ont finalement choisi un autre bulletin. »

Pour Jean, « malgré notre excellent candidat, c'était une campagne très difficile qui portera ses fruits. Beaucoup de gens à gauche ne veulent pas des communistes, c'est ainsi. Pour eux, nous ne sommes pas crédibles. Pour eux, c'est impossible de changer les choses. Il faudra beaucoup de discussions pour faire reculer cette pression idéologique. Les mensonges anticommunistes ont fini par porter. »

Jean-Pierre observe que « même ceux qui n'ont pas voté pour Ian ont apprécié sa campagne. On a une faiblesse sur ce qui s'est passé dans les pays de l'Est et le bilan de cette période n'a toujours pas été tiré. Notre faiblesse sur les lieux de travail demeure. On existe dans les quartiers mais pas suffisamment. »

« La dépolitisation est immense !, dit Marie-France, il y a besoin de se poser, de faire le bilan de notre activité, sur notre rayonnement. On a un atout, notre candidat. Il ne faut pas se replier. »

Pour Pierre, « le PCF ne doit pas céder aux sirènes du capitalisme vert ». Matthieu relativise : « On a marqué des points, tout s'est joué dans les derniers jours. On ne peut pas se limiter à faire l'écho de la "colère populaire" comme l'a fait la France Insoumise. »

Malgré les résultats, et en forme de clin d'œil, nombre de présents ont invité à la défense de leur journal *l'Humanité*, et insisté sur les abonnements et le paiement des vignettes de la Fête. Incorrigibles communistes ! ✪



Gérald Briant

# Aéroports de Paris

## Un service public national



**M**acron tient particulièrement à son projet de privatiser les Aéroports de Paris (ADP) – Roissy-Charles-de-Gaulle/Orly et Le Bourget – où l'État reste actionnaire à 50,6 %. Il est vrai qu'il avait déjà suivi la privatisation des aéroports de Lyon, de Toulouse et de Nice. Et il avait avancé l'idée de privatiser ADP, alors qu'il était ministre de l'Économie, à deux reprises, en 2014 et 2015. C'est ce que nous apprend un ouvrage récent de l'ancien secrétaire d'État (PS) aux Transports. À l'Élysée, le Président de la République a fait suivre ce dossier par son secrétaire général et par l'ancien trésorier d'En Marche.

Pourtant ce projet a suscité une très large désapprobation. Au point que 248 parlementaires de droite et de gauche, en avril dernier, dont les élus communistes, ont demandé la tenue d'un référendum d'initiative partagée (RIP) pour faire reconnaître le caractère de « service public national » des aéroports parisiens.

Le PCF avait dénoncé cette privatisation d'ADP, qualifiée d' « erreur politique, stratégique et économique portant préjudice à toute la Nation ».

Le 9 mai, le Conseil constitutionnel a admis la recevabilité de ce référendum. C'est une claque magistrale pour le chef de l'État et « une décision favorable à la démocratie, s'était félicité le groupe communiste. (Elle) donne au peuple souverain toute la place qu'il mérite. »

Peu après la décision du Conseil constitutionnel, la Cour des comptes a émis des réserves sur l'utilisation des sommes dégagées par une privatisation...

ADP est ce qu'on appelle un actif stratégique : 100 millions de passagers par an, des rentrées d'argent pour la collectivité (173 millions d'euros l'an dernier), des moyens technologiques appréciés, une activité commerciale importante, des terrains et une réserve foncière... Le mensuel *Le Monde diplomatique* montre comment sont à la manœuvre divers réseaux, ceux de la Caisse des dépôts (proches de Macron), ceux de la République en marche (in-féodés à Macron), le fonds Ardian (ami de Macron)... Il y a comme un fumet de conflit d'intérêt...

Le référendum doit faire obstacle à cette braderie. La bataille est lancée. Autrement dit la collecte des 4,7 millions de signatures nécessaires dans un délai de neuf mois. Avec l'appui de ses forces militantes, le PCF entend y prendre toute sa part. ✪

G. S.



# Côte d'Ivoire

## Bombardement de Bouaké en 2004

### À défaut de justice la lumière doit être faite !



**L**e bombardement de Bouaké en Côte d'Ivoire, le 6 novembre 2004 sur des positions militaires françaises, s'est soldé par la mort de 9 soldats français et d'un civil américain. Il a également fait des dizaines de blessés dont certains gravement. Il a été le point de départ d'un processus qui a conduit notamment à la mort de dizaines d'Ivoiriens, tués par des soldats français, ainsi qu'au départ de Côte d'Ivoire de nombreux ressortissants français.

Après onze ans de procédure, le 2 février 2016, la juge Sabine Khéris saisie du dossier reproche à trois anciens ministres français (Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie et Michel Barnier) d'avoir tout orchestré afin qu'il ne soit pas possible d'arrêter, d'interroger ou de juger les pilotes, auteurs du bombardement de Bouaké. Plus précisément, la juge les accuse de « recel de malfaiteurs », « entrave à la manifestation de la vérité » et

**“Dissiper les zones d'ombres qui entachent notre République dans cette affaire”**

« non-dénonciation de crime ». Sur cette base, elle avait demandé en vain durant plus de deux ans que la Commission des requêtes de la Cour de justice de la République soit saisie. Cette commission a finalement été saisie à reculons par François Molins, qui fut directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie quand elle fut ministre de la Justice, mais celui-ci a fait savoir que selon lui les anciens ministres, dont son ancienne patronne, ne méritent pas qu'on les poursuive... La

Commission des requêtes de la Cour de justice de la République, seule pour l'instant habilitée à juger les actes des ministres dans l'exercice de leurs fonctions et dont seulement trois sur les sept membres sont des magistrats du siège, vient d'aller à l'encontre de l'avis de la juge d'instruction Khéris et suit l'avis de l'ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie.

Pourquoi la Commission des requêtes a décidé de mettre un voile sur cette affaire qui a tous les aspects d'un scandale d'État ?

Le député communiste Jean-Paul Lecoq s'en est ému et s'est interrogé le 29 mars dernier dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et devant Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, si on n'avait pas affaire à une barbouzerie qui avait mal tourné, sans que celle-ci ne réagisse d'aucune façon. Il n'y aura pas de réponse judiciaire à cette interrogation, puisque concernant ces trois ex-ministres il n'y aura ni procès, ni poursuites. En effet, la décision de la Commission des requêtes de la Cour de justice

de la République ne peut faire l'objet d'aucun appel. Décidément la Françafrique a encore de beaux jours devant elle ! Nonobstant, la recherche de la vérité se poursuit plus que jamais et c'est pourquoi il faut continuer à demander que les documents liés aux événements de novembre 2004 en Côte d'Ivoire soient déclassifiés. Par ailleurs, ces ministres ne faisant l'objet d'aucune procédure judiciaire, rien ne s'oppose à ce qu'une enquête parlementaire intervienne sur les dysfonctionnements des instances au sommet de l'État à la suite du bombardement de Bouaké. Car c'est une intervention au plus haut niveau de l'État français qui s'est traduite par la non-arrestation des auteurs du bombardement qui a causé la mort de 9 soldats français.

À défaut d'une procédure judiciaire, cette commission d'enquête parlementaire pourrait dissiper les zones d'ombres qui entachent notre République dans cette affaire. Ce serait la moindre des choses pour les familles des soldats français et pour les victimes ivoiriennes de la crise meurtrière qui s'en est suivie. Parmi d'autres questions, Jean-Paul Lecoq est intervenu en ce sens le 28 mai dernier en commission des Affaires étrangères devant un ministre des Affaires étrangères qui s'obstine à ne pas réagir. Le veto de la Commission des requêtes met en lumière, une fois de plus, à quel point la Cour de Justice de la République n'atteint pas les objectifs qu'elle prétend poursuivre. Il est temps, comme le demande le Parti communiste français, de supprimer cette Cour atypique pour s'assurer dans l'avenir que la justice puisse se faire en toute indépendance. ✪

Collectif Afrique du PCF



# LGBTI+ : 50 ans après Stonewall, le combat continue

L'été approche, et avec lui les Marches des fiertés en France (anciennement appelées Gay Pride). On en dénombre cette année une trentaine partout dans notre pays. Ces marches ne sont pas que festives, elles sont avant tout revendicatives et des souvenirs vivants de la lutte pour les droits LGBTI+ partout dans le monde. Elles commémorent notamment les manifestations d'ampleur qui ont eu lieu après une descente de police dans un bar gay de New-York le 28 juin 1969. Voulant faire face à ces agressions régulières et institutionnalisées, ces émeutes, portées notamment par des personnes transgenres racisées, sont considérées comme le moment initial de la lutte pour l'inclusion des personnes LGBTI+ dans nos sociétés. À l'instar des mouvements féministes et antiracismes par exemple, le mouvement LGBTI+ est issu de luttes pour faire de notre monde un endroit qui accepte et considère chaque être humain pour ce qu'il est.

Encore aujourd'hui les luttes LGBTI+ sont nombreuses, en premier lieu celles contre les discriminations du quotidien. Le rapport 2019 de l'association SOS Homophobie est sans appel : les actes discriminatoires sont en hausse, et plus intenses/violents qu'auparavant. Nous nous souvenons de la vague très médiatisée, car très violente, d'agressions quasi-quotidiennes à l'automne dans toute la France, ou encore de l'agression en marge d'une manifestation de Julia Boyer, femme transgenre qui passait par là. Douze étudiants de l'ICES, arborant sweats et drapeaux de La Manif pour tous, viennent d'être envoyés devant la justice pour répondre de dégradations sur un stand LGBTI+, ainsi que d'injures homophobes et de violences présumées, commises le 18 mai dernier lors d'un événement LGBTI+ à La Roche-sur-Yon. Cette hausse de la violence doit nous interroger, alors même que le mouvement LGBTI+ n'a jamais été autant visible, aussi bien médiatiquement que politiquement. Cela est révélateur de profonds fossés entre nos concitoyen-ne-s, que des lois anti-discrimination seules ne peuvent pas combler sans les moyens de sensibilisation et de prévention adéquats.

Beaucoup de citoyen-ne-s se sentent déconsidéré-e-s, dans une société qui ne leur accorde pas les mêmes droits que les autres. Au premier plan cette année avec la révision des lois bioéthiques, nous militons de longue date pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et personnes trans. Déjà promesse du candidat Hollande, puis promesse reprise par le candidat Macron, l'évolution

législative sur le sujet devient pressante tant la situation l'exige. Le besoin de fonder une famille se conjuguant parfois avec la difficulté d'adopter, de plus en plus de femmes célibataires, de couples de lesbiennes ou d'hommes trans ont recours à la PMA à l'étranger dans des procédures parfois longues et coûteuses, et ne garantissant pas à leur retour la protection totale de l'enfant du fait de manquements de notre corpus législatif. Nous militons donc pour changer la loi qui ne reconnaît pas aujourd'hui les familles françaises dans leur diversité.

Il y a de nouveaux droits à acquérir pour arrêter la discrimination d'État, mais aussi des devoirs à respecter, et en premier lieu celui de garantir l'intégrité physique de chaque citoyen-ne. Cela passe par un assouplissement nécessaire des conditions de changement d'état-civil pour les personnes trans, mais aussi par l'arrêt des mutilations des enfants intersexes. Ces derniers sont toujours soumis à des opérations chirurgicales et/ou des traitements hormonaux sans leur consentement éclairé et sans nécessité de santé. Ces actes, perpétrés encore aujourd'hui dans notre pays, ont été condamnés à plusieurs reprises par l'ONU, sans qu'il ne se passe rien ; alors que dans le même temps l'État français sait s'exprimer sur des mutilations infantiles exercées à l'étranger. Nous vous invitons à signer la pétition en ligne d'arrêt des mutilations des personnes intersexes.

Tous ces sujets seront autant de problématiques abordées dans les différentes Marches des fiertés un peu partout en France. Là où elles ont lieu, elles sont en général les manifestations annuelles les plus fréquentées. Celle de Paris regroupe par exemple autour de 550 000 personnes tous les ans ! Le PCF est présent en tant que tel dans une quinzaine de marches, avec du matériel que nous mettons à disposition sous format électronique. Nous vous invitons à participer au cortège de notre parti à la marche nationale et régionale de Paris le samedi 29 juin au départ de Montparnasse. N'hésitez pas à nous contacter pour toute demande, remarque ou sollicitation. ✪

Gabriel Laumosne

responsable national du PCF pour les droits des personnes LGBTI+  
 Contact : FB : Fier-e-s et Révolutionnaires PCF LGBTI+ Twitter : @FLgbti  
 Courriel : lgbt@pcf.fr

Université permanente  YouTube @univpermanente  
 @universitepermanente

JUIN

**MARDI 4 - 19:00**  
**DAGOGNET, MATÉRIOLOGUE**  
 AVEC JULIEN PÂSTEUR

**MERCREDI 5 - 19:00**  
**LES TROIS VIES DE LUCIEN SÈVE, PHILOSOPHE**  
 PROJECTION DU FILM ET DÉBAT AVEC LUCIEN SÈVE

**MARDI 11 - 19:00**  
**LE DERNIER ARAGON :**  
**UN AUTEUR POUR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE**  
 AVEC OLIVIER BARBARANT

**VENDREDI 18 - 19:00**  
**PASSEURS DE RÉVOLUTION**  
 MÉMOIRE ET TRANSMISSION DE L'EXPÉRIENCE  
 RÉVOLUTIONNAIRE AU 19<sup>e</sup> SIÈCLE  
 AVEC JEAN-NUMA DUCANGE

**MARDI 25 - 19:00**  
**CRISE DU CAPITALISME CONTEMPORAIN :**  
**FINANCIÈRE OU SYSTÉMIQUE ?**  
 AVEC DENIS DURAND

**ESPACE NIEMEYER**  
 2, PLACE DU COLONEL FABIEN ★ PARIS 19

2 Colonel Fabien

**SOUSCRIPTION**

Je verse : ..... €

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville.....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**  
 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19  
**Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.**

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> **COMITE DE RÉDACTION** : Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Julien Zoughebi.  
**RÉDACTION** : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr) **RELECTURE** : Jacqueline Lamothe  
**MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE** : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA